

# En Utah, une révolution bilingue

ALLIANCES FRANÇAISES – 1/6 –

Des dizaines d'enseignants français partent chaque année dans cet Etat américain pour prendre part à son ambitieuse politique de classes d'« immersion en deux langues »

SALT LAKE CITY (UTAH) - envoyée spéciale

L'Utah, c'est l'Amérique version western. De vastes étendues désertiques, des grands parcs nationaux, des pick-up qui filent le long des routes à dix voies, la chaîne des montagnes Rocheuses en toile de fond. Dans ce décor de grands espaces, une curiosité inattendue : un millier de jeunes Américains parlent ici le français au quotidien.

« Pour moi, ça a été un choc », se souvient Claire Tocaven, une Française installée à Salt Lake City, la capitale de l'Etat, depuis cinq ans. « Je venais d'arriver, je discutais avec une voisine, et elle me dit : "Mon fils parle français !" L'enfant de 7 ans arrive, il entame la conversation avec moi, avec un bon accent. »

Le mystère a été vite résolu. Depuis 2008, l'Utah développe des classes d'« immersion en deux langues » dans ses écoles et collèges publics. La méthode est radicale : à partir du CP, les élèves suivent la moitié de leur journée dans une langue étrangère (espagnol, chinois, français, portugais) – dans la plupart des cas avec un professeur natif de la langue – et l'autre moitié en anglais, avec un second enseignant.

« Le résultat est extraordinaire », juge Sophie Clairet, professeure des écoles arrivée en 2021 en Utah. Les élèves acquièrent des facultés de compréhension et une aisance à l'oral dès le plus jeune âge. L'enseignement mise sur la participation, l'utilisation du français entre enfants, la répétition, le jeu, la manipulation d'objets, la récompense et les chansons.

Ce matin-là, à l'école publique de West Jordan, dans la banlieue résidentielle de Salt Lake City, les élèves de *third grade* (CE2) entament une leçon de sciences. « Et pourquoi ces petites gouttes d'eau se sont-elles évaporées ? », interroge Elyse Brunet, leur maîtresse, une trentenaire qui a quitté Grenoble pour s'installer en Utah en 2021. Les réponses fusent. Pas un mot en anglais, tous les enfants de 8 ans jouent le jeu. « Mes élèves croient toujours que je ne comprends pas un mot d'anglais, souffle Elyse Brunet. L'autre jour, il y en avait un qui avait une contrariété, il est venu me voir en pleurant, il pleurait en français ! »

## « BIENFAITS COGNITIFS »

Aux Etats-Unis, le modèle de l'immersion en deux langues a commencé à se développer dans les années 1980 en Californie avec l'espagnol, pour répondre à la demande d'une population immigrée, et en Louisiane, avec le français. Depuis les années 2010, le mouvement connaît une accélération, notamment grâce à l'Utah, qui a multiplié les ouvertures de classes et formalisé les méthodes pédagogiques adoptées ailleurs, devenant une référence. Dans cet Etat, près de 65 000 jeunes de milieux sociaux très divers suivent leur scolarité en immersion dans deux langues, dont 9 000 en français.

« Au départ, le gouverneur Jon Huntsman, qui a impulsé cette politique, ne voulait que l'espagnol et le chinois », rappelle Gregg Roberts. Ancien cadre de l'Utah State Board of Education (USBE), il a piloté, en 2008, le lancement de ces classes d'immersion. « Le

gouverneur me disait : "l'allemand, le français, ce sont des langues du passé, ça ne sert à rien !" C'est moi qui lui ai extorqué la possibilité d'ajouter le français », aime raconter celui qui a enseigné en France il y a une trentaine d'années.

Dans un Etat pro-business et républicain de trois millions d'habitants, l'apprentissage intensif des langues est avant tout stratégique, poursuit Gregg Roberts. Il s'agit de rendre les jeunes plus compétitifs sur le marché du travail. De multiples recherches américaines documentent les « bienfaits cognitifs » de l'exposition à une seconde langue dès le plus jeune âge. Une étude a aussi montré que les enfants inscrits dans le programme d'immersion avaient de meilleurs résultats que ceux qui suivent le programme en anglais. « Le monolinguisme, c'est l'illettrisme du XXI<sup>e</sup> siècle », poursuit l'ancien cadre de l'USBE.

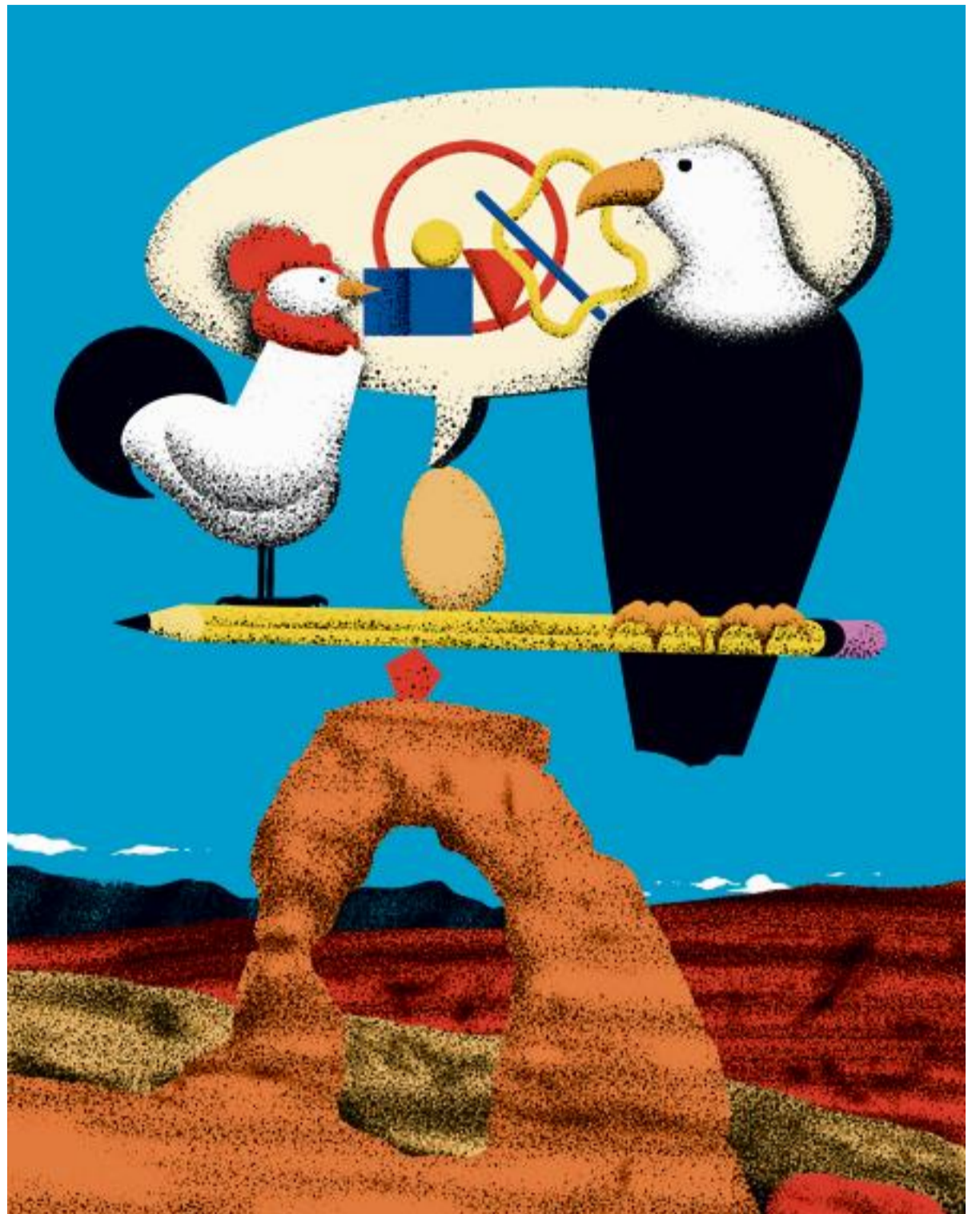
## « SOFT POWER »

En Utah, ces classes d'immersion sont considérées comme un argument pour attirer des entreprises et pour accompagner la croissance de l'Etat, dont le PIB a bondi de 6,7 % en 2021. Plusieurs entreprises de la « tech », comme Adobe, ont élu domicile à Salt Lake City, qui est également le siège de multinationales qui travaillent avec l'Europe, comme Ancestry, leader des recherches généalogiques, ou les hôtels Marriott. « Il y a aussi en Utah tout un tas d'entreprises qui peuvent avoir intérêt à recruter des jeunes parlant le français », poursuit Anne Lair, professeure de français à l'université de l'Utah, qui cite Rossignol, Danone, les laboratoires Mérieux, ou l'entreprise de matériel de montagne Petzl.

Outre l'argument économique, le développement de ces classes rencontre un écho particulier en Utah, en raison de la forte présence de l'Eglise mormone, qui encourage ses fidèles à effectuer une mission de deux ans dans un pays étranger. Une bonne partie d'entre eux effectuent ce séjour dans un territoire francophone, c'est pourquoi de nombreuses familles n'hésitent pas à orienter leurs enfants vers ces pratiques pédagogiques.

Directrice du programme d'immersion, Georgia Geerlings explique que celui-ci « n'a rien à voir avec l'Eglise mormone ». Mais pour les enseignants débarqués de France, cette culture mormone très conservatrice est un choc culturel supplémentaire. Sur certains sujets, Margot Sillero, 31 ans, marche sur des œufs : « On doit éviter de montrer des statues ou des tableaux avec des femmes nues. Un livre dans lequel on apercevait une bouteille de vin sur une table a été retiré. Idem pour un manuel montrant des femmes préhistoriques les seins nus. Les parents sont très attentifs à tout cela, avec de potentiels scandales à la clé... On doit s'adapter ! »

La France espère tirer parti de cette révolution bilingue inespérée, en faisant de ces jeunes francophones des ambassadeurs de la culture française. 30 000 jeunes sont inscrits dans ce type de programmes en français aux Etats-Unis, avec une hausse de 5 % par an environ. « Pour nous, l'Utah, c'est un laboratoire, un modèle qui pourrait être mis en place ailleurs. Pour la France, c'est un véritable levier de soft power », se félicite



ALEXIS GRASSET

« L'AUTRE JOUR, UN ÉLÈVE AVAIT UNE CONTRARIÉTÉ. IL EST VENU ME VOIR EN PLEURANT, IL PLEURAIT EN FRANÇAIS ! »

Elyse Brunet  
enseignante française  
à Salt Lake City

Mathieu Ausseil, attaché de coopération éducative à l'ambassade de France aux Etats-Unis.

Depuis quelques années, les départements de français dans les universités américaines subissent de plein fouet les coupes budgétaires, faute d'inscriptions d'étudiants. « En quinze ans, on est passé de 800 départements de français à 400 », explique Mathieu Ausseil. L'arrivée dans l'enseignement supérieur d'une vague de jeunes qui ont appris le français dès le primaire pourrait stopper cette hémorragie.

Car ces écoles sont aussi une aubaine pour la France : elles sont peu coûteuses, notamment si on les compare aux lycées français pilotés par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Dans les classes d'immersion, les districts scolaires américains paient les enseignants français.

## « ICI, ON EST VALORISÉ »

De plus, ces programmes ne s'adressent pas à une élite, mais à tous les Américains : ils ont un impact potentiel bien plus massif. Pour soutenir leur développement, la France a créé en 2017 un fonds, le French Dual Language Fund. Des entreprises ont mis la main au portefeuille. A ce jour, 1,5 million de dollars ont été récoltés et distribués pour financer du matériel pédagogique ou la formation des enseignants.

Reste que le programme est loin d'être parfait. En Utah, parmi les premières cohortes, seuls la moitié des élèves qui ont commencé l'immersion au CP sont inscrits dans le programme intensif de français au lycée. Si leur niveau à l'oral est satisfaisant, les capacités à l'écrit des élèves sont jugées « encore perfectibles », estime Anne Lair. Surtout, la question des professeurs est sensible. Le bon fonctionnement du dispositif est tributaire de la disponibilité des enseignants français. En France, l'académie de Grenoble a sauté sur l'occasion.

« Salt Lake City et Grenoble, nous nous ressemblons un peu ! Villes olympiques, écosystème tech et montagne », devise Bruno Boddaert, délégué aux relations internationales de l'académie. Tous les ans, il supervise une vingtaine de départs d'enseignants vers les Etats-Unis, principalement en Utah, par un dispositif baptisé « Jules Verne ». « L'Utah en vou-

draît davantage, mais nous ne pouvons pas répondre », assure Bruno Boddaert. D'autres académies, comme celle de Nantes ou de Créteil, ont également rejoint le mouvement.

En théorie, ces enseignants partent pour un an (renouvelable une fois). Sauf que la plupart de ceux que *Le Monde* a rencontrés ne souhaitent pas rentrer si vite en France. Des bras de fer s'engagent entre les rectorats, qui font face à des problèmes de recrutement, et les districts scolaires américains, qui veulent les garder. Certains enseignants réussissent malgré tout à rester, soit en démissionnant, soit grâce à de longues disponibilités. « Si ce programme génère une hémorragie d'enseignants, on va arrêter ! », prévient Bruno Boddaert.

« La différence, c'est la considération », explique Maëlis Verdoux, 30 ans, enseignante originaire de la Drôme. En France, j'ai été trimballée d'école en école, dont certaines hyper difficiles, sans soutien. Ici, on est valorisé par les gens qui nous encadrent, on a un coach qui nous aide en cas de difficultés. On a deux heures de réunion d'équipe par semaine prévues dans nos emplois du temps. » Aux Etats-Unis, les enseignants français découvrent aussi un autre rapport aux élèves, où toute l'institution promeut l'acquisition de la confiance en soi, parfois à l'extrême, et une forme de bienveillance dans les rapports sociaux.

La reconnaissance est également financière. Les enseignants interrogés gagnent entre 4 500 dollars (4 427 euros) et 5 000 dollars net par mois. Contre 1 800 euros, voire moins, en France. Le gain de confort de vie est énorme. « On met de côté pour pouvoir acheter une maison en France à notre retour », explique Elyse Brunet, arrivée en septembre 2021 avec son compagnon. Le week-end, leur voiture se transforme en van, et ils partent explorer les grands parcs américains. Elle appréhende déjà le retour, son poste de remplaçante, et la possibilité d'être affectée n'importe où dans l'académie de Grenoble. Elle compte déjà demander une dérogation pour rester un peu plus longtemps à Salt Lake City. ■

JESSICA GOURDON

Prochain article Former les élites africaines de demain